

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), John David McFaul, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Chelsea pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

[Originale signée]

Signature



Date 1 novembre 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	19
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	20
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	21
Charges par objets	22
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	27

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	34
Analyse des charges	46

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Chelsea,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Chelsea (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Chelsea au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Chelsea inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers de la municipalité de Chelsea pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée le 1^{er} juin 2021.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mazars, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique N°A104361
Gatineau (Québec), le 1er novembre 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	15 635 268	15 942 898	15 193 526
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 283 842	1 089 811	1 199 847
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 426 935	2 263 796	5 334 717
Services rendus	5	1 234 911	1 064 186	810 510
Imposition de droits	6	2 022 725	4 164 587	2 768 286
Amendes et pénalités	7	71 040	36 158	37 361
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	232 000	153 210	121 440
Autres revenus	10	528 644	193 206	413 412
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	22 435 365	24 907 852	25 879 099
Charges				
Administration générale	14	3 094 015	3 050 108	2 688 867
Sécurité publique	15	3 751 356	3 722 451	3 584 064
Transport	16	6 166 827	5 935 652	5 699 780
Hygiène du milieu	17	3 451 012	3 342 494	3 131 598
Santé et bien-être	18	43 192	215 867	13 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 123 731	883 551	899 088
Loisirs et culture	20	3 726 033	3 761 052	2 672 017
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 231 475	1 155 330	1 143 182
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	22 587 641	22 066 505	19 831 596
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(152 276)	2 841 347	6 047 503
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		30 992 955	24 945 452
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		30 992 955	24 945 452
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		33 834 302	30 992 955

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 655 684	6 414 394
Débiteurs (note 5)	2	9 907 473	9 451 292
Prêts (note 6)	3	95 000	
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	20 658 157	15 865 686
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 157 045	4 374 524
Revenus reportés (note 12)	12	1 227 756	885 077
Dette à long terme (note 13)	13	52 049 497	47 890 406
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	58 434 298	53 150 007
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(37 776 141)	(37 284 321)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	71 245 715	67 676 982
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		347 900
Stocks de fournitures	20	176 618	136 849
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	188 110	115 545
	23	71 610 443	68 277 276
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	33 834 302	30 992 955

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(152 276)	2 841 347	6 047 503
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 921 854)	8 550 837)
Produit de cession	3		2 467	
Amortissement	4		3 694 612	3 333 722
(Gain) perte sur cession	5		3 940	
Réduction de valeur / Reclassement	6		(347 899)	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 568 734)	(5 217 115)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		347 900	(29 029)
Variation des stocks de fournitures	10		(39 769)	(2 463)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(72 565)	142 182
	13		235 566	110 690
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		1	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(152 276)	(491 820)	941 078
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(37 284 321)	(38 225 399)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(37 284 321)	(38 225 399)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(37 776 141)	(37 284 321)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 841 347	6 047 503
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 694 612	3 333 722
Autres			
▪ Perte sur disposition d'immo	3	3 941	
▪	4		
	5	6 539 900	9 381 225
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(456 181)	(1 541 743)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	782 521	1 743 680
Revenus reportés	9	342 679	(2 292 687)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		(29 029)
Stocks de fournitures	12	(39 769)	(2 463)
Autres actifs non financiers	13	(72 565)	142 182
	14	7 096 585	7 401 165
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(6 921 854)	(8 550 837)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	2 468	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(6 919 386)	(8 550 837)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(95 000)	()
Remboursement ou cession	21		9 423
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(95 000)	9 423
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	10 686 090	8 683 673
Remboursement de la dette à long terme	26	(6 533 556)	(3 827 974)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	6 557	(29 222)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	4 159 091	4 826 477
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	4 241 290	3 686 228
Solde déjà établi	33	6 414 394	2 728 166
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	6 414 394	2 728 166
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	10 655 684	6 414 394

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Chelsea est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

b) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

	Nb. d'année
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 15 ans
Autres	5 à 10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite des employés réguliers offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 655 684	6 414 394
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	10 655 684	6 414 394
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	766 129	925 536
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 271 337	5 127 283
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	2 589 681	1 349 915
Organismes municipaux	15	247 982	88 641
Autres			
▪ Droits de mutations	16	1 897 385	1 697 670
▪ Autres	17	134 959	262 247
	18	9 907 473	9 451 292
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 230 292	3 787 312
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	3 230 292	3 787 312
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	8 048	8 048

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Fondation Chelsea	26	95 000	
▪	27		
	28	95 000	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

	2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	
Autres régimes (REER et autres)	41	206 521
Régimes de retraite des élus municipaux	42	35 618
	43	242 139
		191 784
		31 865
		223 649

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

	2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 4 350 000\$ portant intérêt au taux de base au 31 décembre 2021 et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la municipalité. Au 31 décembre 2021, le taux de base était de 2,45 % et les ouvertures de crédit étaient inutilisées.

11. Crédoeurs et charges à payer

	2021	2020
Fournisseurs	47	1 196 605
Salaires et avantages sociaux	48	327 247
Dépôts et retenues de garantie	49	2 222 827
Provision pour contestations d'évaluation	50	414 900
Autres		
▪ Intérêts courus à payer	51	300 344
▪ Vacances-maladies courus	52	578 566
▪ Organismes municipaux	53	39 462
▪ Autres	54	26 670
▪ Allocation départ élus	55	50 424
	56	5 157 045
		1 490 561
		263 935
		1 678 632
		293 919
		498 296
		41 119
		2 981
		105 081
		4 374 524

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	224 063	153 909
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	72 192	96 111
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Revenus usine Farm point	69		107 046
▪ Location bail + dons + autres	70	276 191	301 644
▪ Compensation panneaux sentier	71		9 992
▪ Transferts	72	655 310	216 375
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	1 227 756	885 077

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,20	2022	2051	77	52 488 400	48 321 600
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux	2,42	4,00	2022	2023	82	29 761	44 027
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	52 518 161	48 365 627
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(468 664)	(475 221)
					87	52 049 497	47 890 406

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88	3 618 300		14 670	3 632 970
2023	89	3 570 600		15 091	3 585 691
2024	90	3 222 200			3 222 200
2025	91	3 153 500			3 153 500
2026	92	2 970 400			2 970 400
2027 et plus	93	35 953 400			35 953 400
	94	52 488 400		29 761	52 518 161
Intérêts et frais accessoires	95	()	()	()	()
	96	52 488 400		29 761	52 518 161

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	10 862 493	41 959	(13 648)	10 918 100
Eaux usées	105	15 877 512	8 796		15 886 308
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	31 301 836	4 007 129	(521 614)	35 830 579
Autres					
▪ Sentier communautaire + autres	107	4 785 818	165 868	(495 942)	5 447 628
▪ Stabilisation ruisseau	108	3 624 311			3 624 311
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	15 899 437	11 872	(136 562)	16 047 871
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	3 948 781	961 879		4 910 660
Ameublement et équipement de bureau	113	858 545	90 135	(12 121)	960 801
Machinerie, outillage et équipement divers	114	1 769 377	261 757	6 079	2 025 055
Terrains	115	2 789 133		(347 899)	3 137 032
Autres	116				
	117	91 717 243	5 549 395	(1 521 707)	98 788 345
Immobilisations en cours	118	2 251 353	1 372 459	1 180 216	2 443 596
	119	93 968 596	6 921 854	(341 491)	101 231 941
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	1 124 793	273 222		1 398 015
Eaux usées	121	2 522 291	398 666		2 920 957
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	12 155 815	1 558 104		13 713 919
Autres					
▪ Sentier comm.et autres	123	1 396 221	470 484		1 866 705
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	4 893 630	451 983		5 345 613
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	2 450 182	300 029		2 750 211
Ameublement et équipement de bureau	129	716 258	46 059		762 317
Machinerie, outillage et équipement divers	130	1 032 424	196 065		1 228 489
Autres	131				
	132	26 291 614	3 694 612		29 986 226
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	67 676 982			71 245 715
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	347 900
	140	347 900
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	347 900

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2021	2020
Frais payés d'avance		
▪ FPA	154	188 110
▪	155	
▪	156	
Autres		
▪	157	
▪	158	
	159	188 110
		115 545

Note**19. Obligations contractuelles**

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 714 166\$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 85 917\$ en 2022, 69 308\$ en 2023, 56 050\$ en 2024, 51 562\$ en 2025 et 352 291\$ de 2026 à 2039.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Fondation Chelsea (Centre Meredith)	200 000		105 286
	160		105 286
	200 000		105 286

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2021, les réclamations en instance contre la municipalité s'élèvent à 1 087 985\$. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées ou couvert par les assureurs et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard, mise à part la somme de 200 00\$ qui représente la somme pouvant être réclamé à municipalité pour pertes financières qui lui sont réclamées.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la municipalité pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres**Contestation d'évaluation**

La Commission de la Capital Nationale (CCN) a contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2018, 2019 et 2020 et la modification du statut d'immeuble non résidentiels (INR) de certaines de leurs propriétés.

Les audiences pour contestation d'évaluation ont eu lieu du 16 au 20 novembre 2020. Les recommandations du Comité consultatif sur les différends en paiement sur les remplacements d'impôts ont été reçues le 16 février 2021. Selon ces recommandations la municipalité a comptabilisé des montants à recevoir de la CCN de 659 013 \$ au 31 décembre 2021. Actuellement, aucun montant n'a encore été reçu de la CCN suite aux recommandation du Comité consultatif. L'audience a eu lieu le 26 septembre 2022 et le dossier est en délibéré. Un jugement sera rendu dans les prochains 6 mois.

22. Actifs éventuels

La municipalité a intenté une poursuite pour un montant d'environ 439 113\$ pour des problèmes d'étanchéité dans la construction d'étangs aérés d'assainissement des eaux. La direction est d'avis que cette poursuite est fondée et entend entreprendre les mesures appropriées. Aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard. Tout recouvrement que la municipalité pourrait recevoir dans le cadre de cette poursuite serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours. La somme de 160 000\$ a été reçue à titre de règlement et la municipalité vient de recevoir une nouvelle offre au montant de 125 000\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La municipalité a intenté une poursuite pour un montant d'environ 547 249\$ pour des problèmes de H2S aux usines d'eau potable et des eaux usées. La direction est d'avis que cette poursuite est fondée et entend entreprendre les mesures appropriées. Aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard. Tout recouvrement que la municipalité pourrait recevoir dans le cadre de cette poursuite serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 570 230 \$ (1 046 499 \$ en 2020). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 153 210 \$ (121 440 \$ en 2020).

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 750 000\$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalisations 2021	Total	Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	15 635 268	15 942 898		15 942 898	15 193 526
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 283 242	1 089 811		1 089 811	1 199 847
Quotes-parts	3					
Transferts	4	509 435	884 431		884 431	1 198 218
Services rendus	5	1 234 911	1 064 186		1 064 186	810 510
Imposition de droits	6	2 022 725	4 164 587		4 164 587	2 768 286
Amendes et pénalités	7	71 040	36 158		36 158	37 361
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	232 000	153 210		153 210	121 440
Autres revenus	10	348 994	89 957		89 957	167 800
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	21 337 615	23 425 238		23 425 238	21 496 988
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	917 500	1 379 365		1 379 365	4 136 499
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		7 957		7 957	
Autres	18	180 250	95 292		95 292	245 612
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	1 097 750	1 482 614		1 482 614	4 382 111
	22	22 435 365	24 907 852		24 907 852	25 879 099
Charges						
Administration générale	23	3 007 424	2 944 140	105 968	3 050 108	2 688 867
Sécurité publique	24	3 593 352	3 443 397	279 054	3 722 451	3 584 064
Transport	25	4 725 594	3 972 441	1 963 211	5 935 652	5 699 780
Hygiène du milieu	26	2 828 417	2 659 994	682 500	3 342 494	3 131 598
Santé et bien-être	27	43 192	215 867		215 867	13 000
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 118 078	879 395	4 156	883 551	899 088
Loisirs et culture	29	3 356 247	3 101 329	659 723	3 761 052	2 672 017
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 231 479	1 155 330		1 155 330	1 143 182
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 683 858	3 694 612	(3 694 612)		
	34	22 587 641	22 066 505		22 066 505	19 831 596
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(152 276)	2 841 347		2 841 347	6 047 503

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(152 276)	2 841 347	6 047 503
Moins : revenus d'investissement	2 (	1 097 750)(	1 482 614)(	4 382 111)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 250 026)	1 358 733	1 665 392
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	2 683 858	3 694 612	3 333 722
Produit de cession	5	10 000	2 467	
(Gain) perte sur cession	6	(10 000)	3 940	
Réduction de valeur / Reclassement	7		(347 899)	
	8	2 683 858	3 353 120	3 333 722
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10		347 899	
	11		347 899	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			9 423
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			9 423
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	503 129	450 613	156 335
Remboursement de la dette à long terme	17 (	2 720 124)(	2 717 447)(	2 503 283)
	18	(2 216 995)	(2 266 834)	(2 346 948)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	96 250)(	48 188)(	118 158)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	216 875	296 190	103 088
Excédent de fonctionnement affecté	21	902 003	1 067 205	270 505
Réserves financières et fonds réservés	22	(229 882)	(197 354)	(148 329)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(9 583)	(100 264)	62 168
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	783 163	1 017 589	169 274
	26	1 250 026	2 451 774	1 165 471
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		3 810 507	2 830 863

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 482 614	4 382 111
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	164 417)(	105 070)
Sécurité publique	3 (	18 303)(	3 647 226)
Transport	4 (	6 411 450)(	3 851 727)
Hygiène du milieu	5 (	30 362)(	394 060)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	297 322)(	552 754)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	6 921 854)(	8 550 837)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	29 029)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	95 000)()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	6 976 387	7 159 992
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	48 188	118 158
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	783 457	53 319
Excédent de fonctionnement affecté	17	158 218	
Réserves financières et fonds réservés	18	187 449	147 567
	19	1 177 312	319 044
	20	1 136 845	(1 100 830)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	2 619 459	3 281 281

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	5 210 971	5 092 566	4 882 935
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	979 360	963 589	875 517
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	8 101 826	6 848 946	5 646 240
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 136 375	1 083 438	1 052 453
D'autres organismes municipaux	10	922	894	1 224
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	88 482	70 998	86 637
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	5 700		2 868
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	3 754 732	3 737 680	3 625 365
Transferts	15			
Autres	16	3 200	4 207	3 091
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	622 215	569 573	291 917
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	2 683 858	3 694 614	3 333 722
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21			29 627
▪	22			
▪	23			
	24	22 587 641	22 066 505	19 831 596

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 244 064	2 409 535
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 451 289	1 780 373
Réserves financières et fonds réservés	3	259 866	249 961
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	5 231 614	2 612 153
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	22 647 469	23 940 933
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	33 834 302	30 992 955
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 244 064	2 409 535
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 244 064	2 409 535
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affecté exercice suivant	12	2 067 769	1 692 454
▪ Fonds vert municipal	13	75 440	55 980
▪ Patrick, Whright, Vallée	14	6 031	
▪ Centre Village	15	274 723	
▪ Mill	16	27 326	31 939
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	2 451 289	1 780 373
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	2 451 289	1 780 373

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	257 127
Organismes contrôlés et partenariats	38	241 772
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	2 739
Organismes contrôlés et partenariats	40	8 189
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	259 866
	48	249 961
	47	259 866
	48	249 961

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres	58 ()(
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres	66 ()(
▪	67 ()(
▪	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	567 060)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres	73 ()(
▪	74 ()(
▪	75 (	567 060)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	567 060
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	466 816
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	567 060
	82 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83 5 231 614	2 612 153
Investissements à financer	84 () ()	()
	85 5 231 614	2 612 153
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86 71 245 715	67 676 982
Propriétés destinées à la revente	87	347 900
Prêts	88 95 000	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91 71 340 715	68 024 882
Ajustements aux éléments d'actif	92 27 543	27 550
	93 71 368 258	68 052 432
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (52 049 497)(	47 890 406)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (468 664)(	475 221)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96 3 230 292	3 787 312
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97 567 080	466 816
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (48 720 789)(	44 111 499)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 () ()	()
	101 (48 720 789)(	44 111 499)
	102 22 647 469	23 940 933

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()(
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er novembre 2017, les employés cotisent 5% de leur salaire à un régime de retraite simplifié et la municipalité cotise un montant équivalent dans le régime de retraite simplifié des employés.

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	191 784
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	206 521
		191 784

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	7
		7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cotisations des élus au RREM	120	7 557	6 761
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	35 618	31 865
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	35 618	31 865
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	10 356 226	10 489 945	9 959 608
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 716 165	2 839 222	2 766 822
Activités de fonctionnement	3	66 450	70 139	65 911
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	8 725	8 752	
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	13 147 566	13 408 058	12 792 341
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	433 339	496 111	453 227
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	439 190	477 565	369 678
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Fosses septiques	16	542 129	526 425	509 133
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	53 160	53 317	52 318
Service de la dette	20	1 019 884	981 422	1 016 829
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	2 487 702	2 534 840	2 401 185
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	2 487 702	2 534 840	2 401 185
	29	15 635 268	15 942 898	15 193 526

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	10 068	12 107	11 324
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	52 385	62 969	61 020
	38	62 453	75 076	72 344
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	62 453	75 076	72 344
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	1 207 364	987 964	1 100 513
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	6 000	16 143	16 251
Taxes d'affaires	46			
	47	1 213 364	1 004 107	1 116 764
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49	7 425	10 628	10 739
	50	7 425	10 628	10 739
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	1 283 242	1 089 811	1 199 847

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55			
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	5 000		4 283
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	30 906	71 148	44 988
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62		37 589	32 293
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70		7 970	6 973
Réseau de distribution de l'eau potable	71			
Traitement des eaux usées	72	45 638	45 639	50 876
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74	78 000	124 484	101 925
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75	172 000	208 346	171 638
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78			
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80	49 143	44 942	41 976
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82		202 848	
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	35 282	35 625	35 259
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	26 100	29 624	28 255
Autres	91	10 700	19 550	5 500
Réseau d'électricité				
	92			
	93	452 769	827 765	523 966

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			2 734 277
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	917 500	1 038 978	776 103
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101		340 387	574 369
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110			
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128		51 750
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité			
	131		
	132	917 500	1 379 365
			4 136 499

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	56 666	56 666	58 405
Dotations spéciales de fonctionnement	141			615 847
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	56 666	56 666	674 252
TOTAL DES TRANSFERTS	145	1 426 935	2 263 796	5 334 717

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146	220 781	225 083	194 805
Évaluation	147			
Autres	148	5 000	14 236	13 430
	149	225 781	239 319	208 235
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	3 000	4 510	8 069
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	3 000	4 510	8 069
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155	14 085	16 402	16 151
Enlèvement de la neige	156	1 830	1 750	1 794
Autres	157		13 132	11 905
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160	15 915	31 284	29 850
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	17 595	46 136	37 600
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163			
Réseaux d'égout	164		1 200	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	17 595	47 336	37 600

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	262 291	322 449	283 754

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	10 000	16 683	10 498
	191	10 000	16 683	10 498
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195	50 275	13 880	
	196	50 275	13 880	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197		9 465	837
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203		2 365	1 540
Autres	204			
	205		11 830	2 377
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	206	12 000	8 709	13 372
Réseau de distribution de l'eau potable				
	207			
Traitement des eaux usées				
	208			
Réseaux d'égout				
	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	210		3 778	5 764
Matières recyclables				
	211	12 095	38 802	32 856
Autres				
	212			
Cours d'eau				
	213			
Protection de l'environnement				
	214			
Autres	215	6 250	150	150
	216	30 345	51 439	52 142

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	882 000	647 905	461 739
	229	882 000	647 905	461 739
Réseau d'électricité				
	230			
	231	972 620	741 737	526 756
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	1 234 911	1 064 186	810 510

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	397 725	555 466	332 913
Droits de mutation immobilière	234	1 625 000	3 609 121	2 435 373
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	2 022 725	4 164 587	2 768 286
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	71 040	36 158	37 361
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	232 000	153 210	121 440
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	10 000	(3 940)	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			3 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		7 957	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	5 750		15 852
Autres contributions	248	29 000		70 891
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	483 894	189 189	323 669
	251	528 644	193 206	413 412
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	289 765	274 868		274 868	283 856
Greffe et application de la loi	2	373 315	408 496		408 496	249 201
Gestion financière et administrative	3	1 414 560	1 326 553	96 914	1 423 467	1 458 275
Évaluation	4	390 190	436 633		436 633	478 316
Gestion du personnel	5	237 011	243 303		243 303	199 155
Autres						
▪ Mauvaises créances	6	3 000	750		750	20 064
▪ Communications	7	299 583	253 537	9 054	262 591	
	8	3 007 424	2 944 140	105 968	3 050 108	2 688 867
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	2 460 803	2 437 289		2 437 289	2 384 215
Sécurité incendie	10	1 094 899	975 360	141 392	1 116 752	1 140 082
Sécurité civile	11	6 500	1 226	137 662	138 888	29 888
Autres	12	31 150	29 522		29 522	29 879
	13	3 593 352	3 443 397	279 054	3 722 451	3 584 064
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 137 126	1 969 479	1 552 790	3 522 269	3 246 543
Enlèvement de la neige	15	2 094 461	1 541 876	410 098	1 951 974	2 056 875
Éclairage des rues	16	35 997	28 354	323	28 677	25 502
Circulation et stationnement	17	130 970	129 245		129 245	111 601
Transport collectif						
Transport en commun	18	327 040	303 487		303 487	259 259
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	4 725 594	3 972 441	1 963 211	5 935 652	5 699 780

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	304 836	254 210	168 208	422 418	429 955
Réseau de distribution de l'eau potable	24	141 482	96 222	110 396	206 618	181 333
Traitement des eaux usées	25	256 585	241 783	260 888	502 671	486 274
Réseaux d'égout	26	216 013	181 505	139 240	320 745	285 019
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	335 337	298 973		298 973	321 179
Élimination	28	135 315	136 327		136 327	101 016
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	209 810	235 231	898	236 129	229 450
Tri et conditionnement	30	44 424	44 424		44 424	33 822
Matières organiques						
Collecte et transport	31	230 850	256 799		256 799	244 883
Traitement	32	49 500	49 500		49 500	67 562
Matériaux secs	33	5 000	7 724		7 724	3 974
Autres	34	32 790	34 901		34 901	37 701
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau	37	87 314	84 891		84 891	97 564
Protection de l'environnement	38	426 591	370 352	2 870	373 222	324 269
Autres	39	352 570	367 152		367 152	287 597
	40	2 828 417	2 659 994	682 500	3 342 494	3 131 598
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	43 192	215 867		215 867	13 000
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	43 192	215 867		215 867	13 000

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	834 682	839 697	4 156	843 853	890 924
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	251 444	5 692		5 692	1 377
Autres biens	47		2 050		2 050	
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	31 952	31 956		31 956	6 787
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 118 078	879 395	4 156	883 551	899 088
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	772 450	707 927	112 799	820 726	617 368
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 464 165	1 336 871	206 585	1 543 456	998 916
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	436 298	439 886	309 142	749 028	542 553
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	127 216	130 850		130 850	88 977
Autres	59	9 683	6 019	3 963	9 982	14 152
	60	2 809 812	2 621 553	632 489	3 254 042	2 261 966
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	417 429	373 506	27 234	400 740	348 968
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	30 025	28 514		28 514	11 670
Autres	65	98 981	77 756		77 756	49 413
	66	546 435	479 776	27 234	507 010	410 051
	67	3 356 247	3 101 329	659 723	3 761 052	2 672 017

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 110 936	1 040 397		1 040 397	1 043 631
Autres frais	70	114 843	114 933		114 933	96 683
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	5 700				2 868
	73	1 231 479	1 155 330		1 155 330	1 143 182
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	2 683 858	3 694 612 (	3 694 612)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	22 404	57 312
Usines de traitement de l'eau potable	2		15 760
Usines et bassins d'épuration	3		204 045
Conduites d'égout	4		111 399
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 500 472	2 040 503
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	151 863	455 268
Autres infrastructures	11	673 721	5 190 798
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	4 829	16 270
Édifices communautaires et récréatifs	14	145 458	97 485
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16	961 181	81 332
Autres	17	311	
Ameublement et équipement de bureau	18	90 135	53 731
Machinerie, outillage et équipement divers	19	370 034	177 810
Terrains	20		49 124
Autres	21	1 446	
	22	6 921 854	8 550 837

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	5 326 056	7 621 625
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	22 404	57 312
Usines de traitement de l'eau potable	29		15 760
Usines et bassins d'épuration	30		204 045
Conduites d'égout	31		111 399
Autres infrastructures	32		64 944
Autres immobilisations corporelles	33	1 573 394	475 752
	34	6 921 854	8 550 837

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2	31 939	31 939	
Réserves financières et fonds réservés	3	8 189	8 189	
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 319 638	2 632 380	17 080 674
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 218 549	7 602 386	32 207 195
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	44 578 315	10 234 766	5 525 212
				49 287 869
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 787 312	451 324	1 008 344
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	3 787 312	451 324	1 008 344
				3 230 292
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	3 787 312	451 324	1 008 344
				3 230 292
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs				
Autres	15			
	16			
	17	3 787 312	451 324	1 008 344
	18	48 365 627	10 686 090	6 533 556
				52 518 161
Dette en cours de refinancement	19 ()
Reclassement / Redressement	20			
Dette à long terme	21	48 365 627	10 686 090	6 533 556
				52 518 161

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	52 518 161
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	3 230 292
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	49 287 869
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	49 287 869
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	2 861 882
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	52 149 751
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	52 149 751
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	380 190	380 196	401 481
Autres	3	454 028	454 032	336 776
Sécurité publique				
Police	4	2 414 928	2 397 804	2 347 983
Sécurité incendie	5	30 294	30 300	46 116
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	63 573	63 576	45 629
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	278 741	278 748	257 293
Cours d'eau	13	76 464	76 504	88 090
Protection de l'environnement	14			69 707
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	9 991	9 996	16 956
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	31 952	31 956	6 787
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	14 571	14 568	8 547
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 754 732	3 737 680	3 625 365

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 921 854	8 550 837
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	6 921 854	8 550 837

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,00	35,00	34 259,50	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	14,00	433,50	*****	*****	*****
Cols blancs	3	22,00	35,00	15 560,64	*****	*****	*****
Cols bleus	4	24,00	40,00	58 940,35	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	4,48	40,00	10 941,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	69,48		120 134,99	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			176 391	43 887	220 278
	10	76,48			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 970				7 970
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	45 638				45 638
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	830 822	599 198	780 168		2 210 188
	17	884 430	599 198	780 168		2 263 796

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	861	3 580
	4	861	3 580
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	9 582	11 819
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	9 582	11 819
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	406 825	368 274
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	17 279	
	15	424 104	368 274
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	154 659	165 294
Réseau de distribution de l'eau potable	17	98 880	105 680
Traitement des eaux usées	18	141 717	149 960
Réseaux d'égout	19	157 711	169 324
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	552 967	590 258
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	776	
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	776	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	163 296	165 072
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	3 744	4 179
Autres	38		
	39	167 040	169 251
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 155 330	1 143 182

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Caryl Green	Maire	40 381	17 077	38 819	
Pierre Guenard	Maire	13 842	6 920	3 455	
Karen Kerman	Conseiller	11 389	5 677		
Kimberly Chan	Conseiller	10 874	5 619		
Simon Jourbane	Conseiller	11 389	5 677		
Jean-Paul Leduc	Maire suppléant	14 337	7 147		
Greg McGuire	Conseiller	11 388	5 677		
Christopher Blais	Conseiller	985	492		
Rita Jain	Conseiller	1 343	671		
Dominic Labrie	Conseiller	1 030	515		
Enrico Valente	Conseiller	1 343	671		
Cybele Wilson	Conseiller	985	492		

Note

Pierre Guénard est passé de conseiller à maire suite aux élections de novembre 2021.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	750 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	\$
Ligne 14 : Débiteurs	13	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

18 19

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

20 138 236 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

21 22

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021

23 1 853 435 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

24 25

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

26 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

27 28

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

29 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

30 31

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

32 33

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC des Collines de l'Outaouais

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

36 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021

39 58 299 \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 41

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

42 _____ \$

- b) autres formes d'aide

43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \$

Facteur comparatif de 2021

45

Valeur uniformisée

46 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \$

Systèmes de drainage

54 \$

Abords de routes

55 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60

b) Date d'adoption de la résolution

61

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 409.19
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2019-11-05
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- | | | |
|--|----|------------|
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL | 78 | 361 057 \$ |
| Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres | 79 | \$ |
| Ministère des Transports | 80 | 43 000 \$ |
| Ministère de la Culture et des Communications | 81 | \$ |
| Autres ministères/organismes | 82 | 239 114 \$ |
| | 83 | 643 171 \$ |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la municipalité de Chelsea,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Chelsea (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »). À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Mazars, S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique N°A104361
Gatineau (Québec), le 1er novembre 2022

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	15 942 898
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	414 900
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	51 739
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	253 636
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	53 317
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	15 999 106

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 705 747 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 787 919 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	1 746 833 450

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,9159/ 100 \$
--	-----------	-----------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI **NON** **S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12 13

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 15 16

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 21 22

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 26

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2022-11-01

Nom du signataire : John-David McFaul

Date de transmission au Ministère : 2022-11-02

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	21 337 615	23 425 238	21 496 988
Investissement	2	1 097 750	1 482 614	4 382 111
	3	22 435 365	24 907 852	25 879 099
Charges				
	4	22 587 641	22 066 505	19 831 596
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(152 276)	2 841 347	6 047 503
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 097 750)(	1 482 614)(	4 382 111)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(1 250 026)	1 358 733	1 665 392
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 683 858	3 694 612	3 333 722
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	503 129	450 613	156 335
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 720 124)(	2 717 447)(	2 503 283)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	96 250)(	48 188)(	118 158)
Excédent (déficit) accumulé	12	879 413	1 065 777	287 432
Autres éléments de conciliation	13		6 407	9 423
	14	1 250 026	2 451 774	1 165 471
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		3 810 507	2 830 863

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	10 655 684	6 414 394
Débiteurs	2	9 907 473	9 451 292
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	95 000	
	5	20 658 157	15 865 686
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	52 049 497	47 890 406
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	6 384 801	5 259 601
	10	58 434 298	53 150 007
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(37 776 141)	(37 284 321)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	71 245 715	67 676 982
Autres	13	364 728	600 294
	14	71 610 443	68 277 276
Excédent (déficit) accumulé	15	33 834 302	30 992 955

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	3 244 064	2 409 535
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Affecté exercice suivant	17	2 067 769	1 692 454
▪ Fonds vert municipal	18	75 440	55 980
▪ Patrick, Whright, Vallée	19	6 031	
▪ Centre Village	20	274 723	
▪ Mill	21	27 326	31 939
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	2 451 289	1 780 373
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	259 866	249 961
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	()	()
Financement des investissements en cours	30	5 231 614	2 612 153
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	22 647 469	23 940 933
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	33 834 302	30 992 955

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	49 287 869
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	52 149 751

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		40 128
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	32 207 195	27 218 549
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	17 080 674	17 319 638
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 230 292	3 787 312
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	52 518 161	48 365 627

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	15 635 268	15 942 898	15 193 526
Compensations tenant lieu de taxes	12	1 283 242	1 089 811	1 199 847
Quotes-parts	13			
Transferts	14	509 435	884 431	1 198 218
Services rendus	15	1 234 911	1 064 186	810 510
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	2 093 765	4 200 745	2 805 647
Autres	17	580 994	243 167	289 240
	18	21 337 615	23 425 238	21 496 988
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	917 500	1 379 365	4 136 499
Autres	22	180 250	103 249	245 612
	23	1 097 750	1 482 614	4 382 111
	24	22 435 365	24 907 852	25 879 099

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	3 007 424	2 944 140	105 968		3 050 108	2 688 867
Sécurité publique							
Police	2	2 460 803	2 437 289			2 437 289	2 384 215
Sécurité incendie	3	1 094 899	975 360	141 392		1 116 752	1 140 082
Autres	4	37 650	30 748	137 662		168 410	59 767
Transport							
Réseau routier	5	4 398 554	3 668 954	1 963 211		5 632 165	5 440 521
Transport collectif	6	327 040	303 487			303 487	259 259
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	918 916	773 720	678 732		1 452 452	1 382 581
Matières résiduelles	9	1 043 026	1 063 879	898		1 064 777	1 039 587
Autres	10	866 475	822 395	2 870		825 265	709 430
Santé et bien-être	11	43 192	215 867			215 867	13 000
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	834 682	839 697	4 156		843 853	890 924
Promotion et développement économique	13	31 952	31 956			31 956	6 787
Autres	14	251 444	7 742			7 742	1 377
Loisirs et culture	15	3 356 247	3 101 329	659 723		3 761 052	2 672 017
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 231 479	1 155 330			1 155 330	1 143 182
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	19 903 783	18 371 893	3 694 612		22 066 505	19 831 596
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 683 858	3 694 612 (	3 694 612)			
	21	22 587 641	22 066 505			22 066 505	19 831 596

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	1 482 614	4 382 111
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 921 854)(	8 550 837)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	95 000)(	29 029)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	6 976 387	7 159 992
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	48 188	118 158
Excédent accumulé	6	1 129 124	200 886
	7	1 136 845	(1 100 830)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	2 619 459	3 281 281

Extrait du rapport financier, page S18